La prison et le procès de Jacques Filhot

Éléments d'instruction

Cécile Soudan

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/3352>

DOI : 10.4000/ccrh.3352

ISSN : 1760-7906

Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 2 avril 2007

Pagination : 107-118

ISSN : 0990-9141

Référence électronique

Cécile Soudan, « La prison et le procès de Jacques Filhot », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 39 | 2007, mis en ligne le 10 octobre 2011, consulté le 07 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/3352> ; DOI : 10.4000/ccrh.3352

Ce document a été généré automatiquement le 7 mai 2019.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

La prison et le procès de Jacques Filhot

Éléments d'instruction¹

Cécile Soudan

- 1 Alors que la Fronde est achevée à Paris depuis octobre 1652, elle va, chronologiquement au moins, connaître un volet supplémentaire dans le Sud-Ouest, en Guyenne notamment. En mai-juin 1653, le climat de guerre civile atteint son paroxysme. Bordeaux est tenue depuis septembre 1652 par la faction de l'Ormée² que le parti du prince de Condé a favorisé pour en faire un instrument de contrôle de la ville. Cette confrérie bourgeoise a ainsi placé ses hommes dans les principales institutions municipales, provoquant, bien sûr, le mécontentement de ceux qui tenaient la ville auparavant, liés pour la plupart au duc d'Épernon, précédent gouverneur de Guyenne³. En ce même printemps 1653, Bordeaux subit le blocus infligé par les troupes royales, à la tête desquelles se trouvent les ducs de Vendôme et de Candale. Dans ce climat de tensions exaspérées, les condéens et les ormistes multiplient les arrestations et les procès devant leur tribunal militaire. Quant aux bordelais « bien-intentionnés »⁴, ils multiplient les actions visant à permettre l'entrée des troupes royales à Bordeaux ; en d'autres termes, ils visent la soumission de Bordeaux de l'intérieur, en obtenant le rétablissement des privilèges urbains. Certaines de ces actions sont fomentées depuis la Cour, d'autres apparaissent davantage comme des mouvements spontanés et volontaires, « mais les chefs ne s'entendant pas entre eux ou même ne se connaissant pas, risquaient beaucoup par leur zèle inconsidéré d'être plus compromettants qu'utiles »⁵.
- 2 Le dossier que je propose d'instruire ici a pour toile de fond l'une de ces conspirations mise en œuvre à Bordeaux mais ourdie depuis Paris, dont les principaux responsables furent arrêtés sur dénonciation moins de deux mois avant la fin de la Fronde en Guyenne. Il est centré sur un texte rédigé par Jacques Filhot, l'un des éléments-clefs de cette conspiration, dans lequel l'auteur relate précisément cet épisode de crise – crise pour lui, pour Bordeaux, voire pour le royaume – puis de sortie de crise, puisque le récit s'achève sur l'entrée des troupes royalistes dans la ville. Seul et unique texte que l'on connaisse de cet individu, on y voit inextricablement mêlées les deux trajectoires, personnelle et locale⁶ ; mais cette inscription dans l'histoire locale mérite d'être réinterrogée à la lumière non

seulement de la carrière de Filhot, mais aussi du statut que l'auteur donne à son texte⁷. En d'autres termes, comment, par un écrit, cet acteur disqualifié par les faits en cet été 1653, parvient-il, par l'écriture, à gérer puis à inverser cette disqualification.

Le texte étrange d'un acteur à la carrière peu ordinaire

- 3 Jacques de Filhot, il faut bien l'avouer, n'a pas vraiment laissé de nom à la postérité. Sa carrière est toutefois pour le moins atypique. Son père, Odet Filhot, procureur au sénéchal de Guyenne, est reçu bourgeois de Bordeaux en juillet 1600 et nommé syndic en août 1602 ; quant à son frère aîné, Blaise Filhot, il deviendra procureur au présidial de Bordeaux. Jacques, qui naît en 1598, est donc le deuxième fils d'une famille de petits officiers, de bourgeoisie relativement récente, mais probablement riche. Après des études au collège jésuite de la Madeleine, il est au service du roi dès 1618. On retrouve ensuite des traces de son ascension sociale dans quelques documents du Cabinet des titres. Par exemple, dans une permission de port d'armes que le roi lui fait délivrer en 1624 alors qu'il part en Guyenne « pour affaires concernans nostre service », il est déjà qualifié de secrétaire de la chambre du roi⁸. Dix-neuf ans plus tard, le 22 juin 1643, il est honoré par le jeune Louis XIV, d'un brevet de conseiller d'état, dans lequel nous constatons qu'il est déjà trésorier de France et général des Finances en la généralité de Montauban⁹. Par la suite, plus de traces écrites apparemment jusqu'à l'été 1653, jusqu'aux derniers soubresauts de la Fronde à Bordeaux, et jusqu'à notre texte.
- 4 Filhot ouvre son récit en annonçant qu'il donne à lire « la relation ou le procès-verbal de son emprisonnement », puis enchaîne immédiatement sur ce qui lui a valu ces ennuis, à savoir, le déplacement qu'il fit à la fin du mois de mai 1653, de Bordeaux à Cadillac afin d'aller faire signer au duc de Candale, au nom du roi, des articles garantissant le rétablissement des privilèges des bourgeois bordelais après le rétablissement de l'autorité royale dans la ville¹⁰. Dans la narration qu'il fait de cette conspiration (qui a échoué au moment où il écrit), il se présente lui-même comme un acteur dissimulé :

[...] Quoique les desseins des bien intentionnés eussent esté souvent découverts, je me résolu neantmoins de pousser à bout celui qui avoit esté formé de concert entre plusieurs personnes de condition pour le service du Roy et le salut de nostre Patrie, bien qu'il nous falloir batir sur la ruine de plusieurs partis qui avoient esté découverts ; et parce qu'il falloir *trouver un prétexte apparent*¹¹ pour pouvoir sortir de Bordeaux, et conferer avec quelqu'un des principaux de l'armée de sa Majesté afin d'appuyer les bonnes intentions de ceux qui estoient dans les mesmes sentimens que moy, *il falut feindre* d'estre obligé d'aller à Montauban pour y exercer ma charge ; et ayant obtenu pour cet effet mon passeport de Mons^r le Prince de Conty, je m'embarquay avec Madame de la Chappelle Biron, Madame Dalesme, Mademoiselle de Soulage, et quelques autres personnes d'honneur qui montoient vers Agen. Estant arrivé à Cadillac, j'y rencontray Monsieur de Marin, lieutenant général de l'armée du Roy, avec qui j'avois intelligence pour servir utilement sa Majesté : il s'opposa fortement à ce que je n'allasse plus avant ; disant avoir reçu des ordres exprés du Roy et de Mons^r de Candalle, de refuser le passage à tous ceux qui seroient de Bordeaux. Ainsi *sous prétexte* d'obtenir de luy cette grace, je demeuray vingt-quatre heures à Cadillac, afin de conférer à loisir de tout ce que nous avions à faire pour réussir dans nostre entreprise ; après quoy, je m'en retournay à Bordeaux *fort fasché en apparence* contre ledit Sieur de Marin ; mais en effet très content de voir qu'il s'employoit avec un zele extraordinaire pour seconder nos bonnes intentions [...]¹².

- 5 En exhibant ainsi toute la feinte et la dissimulation qu'il a mis en œuvre, ainsi que sa connivence avec des cadres de l'armée du roi, il donne bien sûr raison à ses adversaires de l'avoir soupçonné de conspiration, mais il désamorce également le jugement moral qui pourrait être porté contre lui et le retourne contre ses adversaires.
- 6 Vient ensuite son arrestation par le dénommé Villars¹³ qui, accompagné de quatre-vingt à cent « gens de guerre » fait irruption à son domicile, le 19 juin 1653 vers les dix heures du soir. Après une vaine résistance de sa part, – comme il en témoignera huit mois plus tard au procès de Condé – ils
- [...] le prirent et l'emmenèrent un pied nud l'autre chaussée en la maison de Monsieur le Prince de Conty ou il fut tenu Conseil de guerre, et pendant six jours fut encore tenu divers Conseilz de guerre où il fut déclaré au deposant qu'on luy vouloit faire son procès comme à un muet, leur dit le deposant qu'ilz n'estoient point ses juges et ne vouloit leur respondre, luy prononcerent qu'ilz luy feroient son proces comme à un muet, et faute de respondre qu'il seroit aplicqué à la question, et de fait le condannerent à avoir la question ordinaire et extraordinaire qu'il souffrit pendant quatre heures dans l'hostel de ville¹⁴.
- 7 Pendant qu'il est conduit pour être interrogé devant le Conseil de guerre¹⁵, sa demeure fait l'objet d'une perquisition musclée menée par les gardes de Villars « prétextant de vouloir chercher les papiers d'une prétendue conspiration et des lettres qu'ils disoient m'avoir esté escrites de la Cour »¹⁶.
- 8 C'est cette « prétendue conspiration » que Filhot dit avoir nié tout au long du supplice – une variante de l'estrapade – qu'il va endurer en subissant la question ordinaire puis la question extraordinaire¹⁷. Quelle force mentale parvient-il à mobiliser pour ne pas céder ? ou jusqu'à quel point les tortures que ses adversaires lui infligent ne sont-elles pas finalement retenues ? Il est bien sûr impossible de le dire. Dans une ville comme Bordeaux, il est probable que la plupart des protagonistes se connaissent, qu'ils soient conscients de la situation de fin de crise dans laquelle la ville est plongée et qu'ils tentent au mieux de gérer, individuellement ou collectivement, une issue qui leur apparaisse la plus acceptable possible. Le fait est que Filhot témoigne avoir résisté pendant quatre heures aux souffrances croissantes qui lui sont graduellement imposées au fur et à mesure de l'énoncé des treize « intendits »¹⁸ – les huit premiers dans le cadre de la question ordinaire, les cinq suivants, dans celui de la question extraordinaire.
- 9 Finalement, la procédure judiciaire s'interrompt non seulement par manque de résultats concluants :
- Après que ces juges qui estoient mes parties, se furent lassés de me persécuter, et que par le secours de l'assistance du ciel j'eus surmonté leur rage et la grandeur des tourmens, dureteste commanda à ce donneur de question de lascher les cordillons¹⁹
- ,
- 10 mais aussi parce que, à l'extérieur de la Maison de ville où se déroule le procès, l'entrée des troupes royales dans Bordeaux devient effective. Une fois l'Ormée et la Fronde contrées à Bordeaux, le procès est définitivement suspendu. Le 19 juillet 1653, le Prince de Conty est « obligé de consentir à [sa] libération »²⁰.
- 11 Après avoir rendu grâce à Dieu de cette issue, Filhot gère sa propre sortie de crise. Il cesse d'être l'acteur de son texte, comme s'il était enfin parvenu à retourner son échec en tant qu'émissaire secret de la Cour²¹ et à le convertir en échec et déqualification de ses adversaires. Son récit se confond alors assez rapidement avec un mémoire de la fin de la Fronde de facture plus « classique ». Mais ce glissement vers la forme du « Mémoire »

s'accompagne d'un autre glissement : d'abord victime individualisée dans le camp des vainqueurs à l'échelle du royaume – une sorte d'« enfant perdu » rescapé presque par accident de l'offensive royaliste –, il semble utiliser l'écriture pour s'insérer dans un collectif localement situé, celui des « bourgeois bordelais zélés ». Pour ce faire, le récit abandonne le « je » qui avait été le pivot de la narration jusqu'alors. Ce « je » vient se mêler jusqu'à se confondre dans un « nous » dont Filhot ne sortira plus que sporadiquement pour faire quelques commentaires. Tout se joue, à mon sens, au folio 8v° du manuscrit du fonds Lamontaigne :

Pendant que son altesse de Conty logea dans la maison de ville, les bourgeois qui ne scavoient pas à quoy tendoit ce changement, commencerent à monter extraordinairement la garde ; car s'il y avoit vingt factieux, il s'y rencontroit cinquante bourgeois bien zellés au service du Roy qui estoit le vray moyen *dont nous prétendions nous servir*²² pour se rendre les maistres partant de quoy les ormistes estoient bien estonnés. Et si quelques cappitaines se plaignoient à son altesse qu'ils avoient peu de monde pour entrer en garde, d'autres se plaignoient à sad. altesse qu'ils n'en avoient que trop qu'ils croyoient mal affectionnés à leur party²³.

- 12 Et cette « relocalisation » s'accompagne d'un changement de rang ou de statut puisque, à la fin du récit, non seulement il se porte garant pour quelques autres mais il apparaît comme un serviteur du roi parlant de nouveau d'égal à égal avec les lieutenants de l'armée du duc de Candale, dont il est certainement un familier :

Pour clorre ceste relation et Procès-verbal, que plusieurs personnes on desiré de voir, je proteste que ce qui a jamais le plus obligé les bien intentionnés et moy, d'agir pour restablir l'auctorité du Roy, pour le service duquel nous avons tousjours conservé de grands sentimens sans pouvoir les manifester que par ladite entreprise, a esté qu'ayant veu partir des deputedés pour Espagne et pour Angleterre, de l'ordre des factieux, pour les inviter de venir en Guyenne, nous prismes une forte résolution de périr ou d'empescher l'effect d'un si pernicieux dessein, veu qu'il alloit directement contre la gloire de Dieu, le service du Roy, le bien et le salut de nostre Patrie : et je peux donner ceste louange à tous les bien intentionnés, qu'il ne s'en est jamais trouvé pas un, de quelques condition qu'il fust, qui aye demandé quelque assurance de récompense, si ce n'est les officiers pour la conservation de leurs offices, aux veufves, enfans ou heritiers, venans à mourir dans l'action, comme il se peut voir dans les articles généraux, dont la teneur a esté reproduicte cy-dessus.

Je me trouve aussi obligé de tesmoigner que je n'ay jamais veu une pareille ardeur pour le service du Roy, à celle que me tesmoigna M. de Marin, lieutenant général ez armées de Sa Majesté sous Monsieur de Candalle ; lequel me dit, prenant congé de luy à Cadillac, en m'embrassant, qu'il mourroit content, pourveu que l'auctorité du Roy, son maistre, fust restablie dans Bordeaux. Je luy protestay que j'avois les mesmes sentimens, en lui disant le dernier adieu.

Je dois aussi, pour une seconde marque de fidelité et d'affection, tesmoigner que M. Dusault, conseiller au Parlement, a agy de la bonne manière, et marqué un très grand zèle les pour intérêts de Sa Majesté.

Ce que je, sousigné, certiffie vray, et ay signé de mon seing manuel à Bordeaux, ce 19^e septembre 1653²⁴.

- 13 Comme nous le verrons dans la suite de cet article, il se qualifiera autrement lui-même, en utilisant le terme de « martyr »²⁵ de la cause royale, une expression non anodine au XVII^e siècle, sur laquelle j'aurais l'occasion de revenir.

« Procès-verbal de ma persécution »

- 14 Le manuscrit original de ce texte est apparemment perdu, mais la Bibliothèque municipale de Bordeaux dispose d'une retranscription, conservée dans le fonds Lamontaigne²⁶. À la dernière page de cette copie, Jean-François Lamontaigne a laissé une description matérielle du manuscrit :

Ce précieux manuscrit était composé de 16 cahiers de grand papier, non compris l'épître dédicatoire au Roi. Ces 16 cahiers formaient 61 feuillets, ou 122 pages. Il était intitulé, sur le dossier, de l'écriture même de M. Jacques Filhot : Procès-verbal de ma persécution, avec les articles accordez pour faire agir les bien-intentionnez de la ville de Bourdeaux, pour le service du Roy, 1653²⁷.

- 15 Ce titre d'archivage, « procès verbal de ma persécution », apposé par Filhot, fait écho aux premières lignes de son récit où il indique :

Nous soussigné Jacques Filhot, conseiller du Roy en ses conseils, chevalier Trésorier de France et général des finances en la généralité de Montauban, déclare à tous ceux qu'il appartiendra que dans la relation et le Procès-verbal que je fais de mon emprisonnement et de ce qui s'en est ensuivi, je ne veux ny louer ny blâmer personne contre la vérité, de laquelle je désire me servir en cette occasion, puisqu'il s'agit de la gloire de dieu, du service du Roy et du bien du Public (qui sont les véritables sentimens auxquels tous les hommes d'honneur et de bien se doivent attacher) et je déclare avant commencer que je n'ay jamais eu conférence ny commerce avec Mons^r le Prince de Conty, madame la Princesse, ny Madame de Longueville, auparavant mon emprisonnement, que je n'ay jamais signé d'union, ny presté serment de fidélité pour leur party²⁸.

- 16 À l'entrée « procès-verbal », les dictionnaires de l'*Académie française*²⁹ ou de Furetière³⁰, mentionnent tous deux un acte ou un rapport écrit, rédigé par un juge ou quelque autre officier de justice, de ce qu'il a vu en l'exécution d'une commission qui lui a été donnée. Filhot donne donc d'emblée son texte à lire comme un document rédigé par une personne qui a (ou qui se donne) autorité pour parler, comme un document destiné à faire preuve. Il adopte la forme d'une déposition, c'est-à-dire d'un témoignage susceptible d'être utilisé dans le cadre juridique. Non seulement ce choix de la forme du procès-verbal se traduit par un très vif souci du détail :

On me fait descendre sept ou huit marches : là, j'apersceus un homme qui préparoit des cordages qu'il attachoit à un banc qui pouvoit avoir dix ou douze pieds de long ; et m'ayant arraché moy mesme mon pourpoint, je retroussay les manches de mes chemises, et je m'allay asseoir sur le banc de la question, avec résolution, sy la violence des tourmens m'obligeoit à dire quelque chose, d'accuser quelques uns des principaux factieux afin que nommant des bien intentionnés, je les püsse descharger tous à la mort, ce qui n'auroit pas résister de mettre parmi les factieux du trouble et de la division. Celui qui estoit proposé à me donner la question commença à me tourner les bras par derrière, comme l'on fait à ceux à qui l'on donne l'estrapade, et après les passa dans deux anneaux de fer ; et il m'attacha les deux jambes proche les pieds à une corde qui respondoit à un Rouë qu'il tourna pour faire alonger mon corps (après avoir mis deux boulets de canons sous mes reings, environ de 40 livres de balle, pour m'appuyer, comme on avoit fait au Sieur Ythier)³¹.

- 17 mais cela amène également l'auteur à aller au-delà du simple témoignage en multipliant les angles d'énonciation. Ainsi, à quelques reprises, Filhot rend compte d'épisodes auxquels il n'a, de toute évidence, pas pu assister. C'est le cas, pour ne citer qu'un exemple, au début du procès :

On me fit sortir pour oppiner ; après quelques consultations, où le Sieur Pontallier harangua assés longuement, et tascha de prouver par plusieurs loix que ce conseil de guerre avoit droict de me juger, et que j'estois non recevable à décliner leur jurisdiction, [...]³².

18 Par des changements successifs de perspective, Filhot englobe dans sa « déposition », à la fois ce qu'il subit et dont il peut rendre compte en tant que témoin direct, mais aussi les délibérations de ses juges alors qu'il est censé être hors de la salle des gardes où se tient le procès, le sort d'autres acteurs de la même conspiration, arrêtés peu de temps avant ou après lui et également incarcérés dans les murs de la Maison de Ville, ou encore le détail des démarches entreprises par sa femme et son beau-père pour le faire libérer. Et quel que soit l'angle d'énonciation, il relate comme s'il était témoin de l'événement dans sa globalité.

19 Toutefois, il est difficile de cerner le statut exact à donner à ce texte qui, tout en se présentant sous la forme d'un procès-verbal, n'en assume pas toutes les contraintes. À cette difficulté, vient en outre s'ajouter le fait que ce récit dont la rédaction s'achève le 19 septembre 1653, a été complété par une épître dédicatoire au roi datée et signée du 15 janvier 1654 :

Le bon françois persécuté³³,

Au Roy

Sire,

Le bon accueil que j'ai reçu de Votre Majesté, me fait espérer que cet escrit n'en recevra pas un traitement moins favorable, puisqu'il ne contient que le récit véritable de ce que j'ai souffert pour demeurer constant et inébranlable dans vostre Service. J'ay cru le devoir offrir à Vostre majesté, pour lui faire voir que ma fidélité est à l'espreuve de toutes les persécutions, et qu'il n'y a rien que la mort, qui la puisse finir.

J'ay creu aussi le devoir donner au publicq, pour animer par mon exemple, tous ceux qui pourroient chanceler dans leur devoir, et pour leur faire connoistre qu'il n'est rien qu'on ne puisse faire, et qu'on ne puisse souffrir, quand on sert son Souverain ; que Dieu nous donne toujours assés de force pour soutenir vigoureusement les intérêts de nostre Roy, et que le Ciel favorise tous ceux qui se sacrifient à l'honneur et à la gloire de vostre Estat. Pour moi, je confesse ingénüement, Sire, que toutes ces douleurs me sont devenues chères, lorsqu'après avoir eu l'honneur de voir Vostre Majesté, je considère que c'est pour Elle que je les ay souffertes. J'espère que vostre bonté les rendra illustres, et qu'Elle considérera celui qui a l'honneur d'avoir esté le premier officier que vostre Majesté a pourveu après son avènement à la Couronne ; qui a ce contentement d'avoir esté un de vos premiers Martyrs, et qui reçoit maintenant la satisfaction de le pouvoir dire.

Sire, / De Vostre Majesté / Le plus humble, le plus obéissant, et le plus fidel
Serviteur et Subject / Filhot / A Paris, ce quinziesme janvier 1654.

20 Cet épître dédicatoire suggère un autre type d'écrit : celui de l'« acte de martyr ». Mais qu'au XVII^e siècle, dans une épître dédicatoire au roi, un serviteur de l'État se qualifie lui-même de martyr parce qu'il est parvenu à refuser de trahir les membres d'une conspiration en faveur de la cause royale, relève presque d'un coup de force dans l'écriture, même si l'expression se retrouve chez d'autres auteurs ³⁴. Cette appropriation politique d'une notion spécifiquement religieuse atteste en tout cas qu'il n'est pas absolument incongru ou inconvenant de le faire.

Un univers carcéral ouvert à tous les vents

- 21 Outre la singularité du choix de la forme du procès-verbal pour relater son supplice comme s'il s'agissait d'un rapport, le récit que Filhot nous fait de son emprisonnement suscite, à la lecture, une autre impression d'étrangeté liée, cette fois, à la vision qu'il nous donne de sa prison comme d'un lieu où circulent aisément aussi bien des personnes, des messages, des informations et des textes. Compte tenu de la gravité de ce que ses adversaires sont supposés lui reprocher, et de la procédure de conseil de guerre mise en œuvre, on aurait pu s'attendre à ce que Filhot, qui se donne à lire comme l'un des principaux protagonistes – voire le principal – de cette conspiration, soit pour le moins tenu confiné et même au secret. Or, loin du sentiment d'isolement, le récit de Filhot est traversé par une multitude de protagonistes : ses « persécuteurs » qui, condéens ou ormistes, sont presque tous nommés ; les gens de sa maison, parents ou domestiques ; ses complices dont il énumère tous les noms ; ainsi qu'un grand nombre de bourgeois bordelais zélés. Pour le dire un peu rapidement, tout Bordeaux – y compris la population, à titre collectif – traverse le texte.
- 22 Filhot décrit également avec minutie les nombreux déplacements que ses adversaires l'amènent à faire, soit dans la ville, soit à l'intérieur de la Maison de ville (entre la salle des gardes où il est interrogé, son cachot qui est dans les étages, les couloirs, etc...), ou encore à l'intérieur même de la pièce où se tient le procès. Il éloigne encore toute impression d'isolement en mêlant à son texte l'avancée des troupes royales aux abords de Bordeaux, comme une pièce à décharge qui viendrait s'ajouter à la procédure judiciaire dont il fait l'objet :
- Comme ces bons juges opinioient, dont la plupart estoient enragés de ce que je ne les voulois pas renaistre pour les arbitres légitimes de ma fortune, il fut donné une alarme ; et l'on vint asseurer M^r. le Prince de Conty que les troupes du Roy estoient vers Mérignac, où elles avoient desja faict brusler quelques maisons ; ce qui fit rompre led. Conseil, et monter à cheval avec ladicte Altesse, le Sieur Marchin et leurs troupes³⁵.
- 23 Enfin, plus intéressant encore – car plus étrange – ce passage où Filhot entend, de son cachot, des colporteurs qui, dans la rue, crient le contenu d'un libelle³⁶ centré autour de la conspiration pour laquelle il est jugé au même moment.
- [...] j'ouy dès le bon matin, lundi 23^e dud. mois, crier dans la ruë Portedijaux, qui respondoit à la tour où j'estois renfermé, une relation de la dernière conspiration découverte : je fis ensorte d'en avoir une coppie par ceux qui me portoient à manger, ce qui ne fut pas sans peine. J'apprins par cette belle relation, que Mons^r Dussault, conseiller au parlement ; les Sieurs David, Roux, et un autre Chastaing, qui ont beaucoup risqué comme tous extrêmement zélés au service du Roy, et dignes de sa reconnaissance et du public, estoit comme moy, les principaux conspirateurs ; et que Chastaing du Comte d'Auteuil estoit le vray dénonciateur, et avoit desjà rendu son audition fort avantageuse au dessein des ormistes, et traitreusement et malicieusement contre moy, et autres ; que mesme, on se dispoisoit à faire une procession générale à la Porte Saint-Jullien, aux fins de rendre des actions de graces à Dieu, de ce que cette conspiration avoit esté découverte³⁷.
- 24 Ce que fait Filhot en quelque sorte dans son propre écrit, c'est élaborer sa connaissance d'un événement qui le concerne au premier chef, à partir des faits relatés dans un libelle, comme si la cohérence de l'événement, au moment même où il est censé se dérouler, provenait de sa publication sous la forme d'un libelle.

Conclusion : écriture et ricochets

- 25 En donnant à son texte la forme d'un procès-verbal reconverti en narration, nous avons vu que Filhot cherche à fournir un témoignage qui puisse devenir une source pour l'histoire. Par l'écriture, il passe du statut d'acteur de l'ombre à celui de la victime narrative publiée. Il répond à un jugement que ses adversaires ont fait – ou essayé de faire – de lui, en retournant la situation et en se faisant le juge de ses propres juges. Il sort ainsi de la crise, (auto-)investi de l'autorité de celui qui attribue les responsabilités. Ce statut de juge – ou pour le moins de témoin privilégié – que l'auteur construit dans son texte, se trouvera validé dans une série de textes ultérieurs qui seront tous centrés sur l'épisode de sa « persécution ». En effet, alors que les documents antérieurs à 1653 qu'il nous reste et qui concernent Jacques Filhot sont assez peu nombreux et espacés dans le temps, en revanche, pour une courte période allant de septembre 1653 à septembre 1654, on retrouve une cascade de documents parmi lesquels une déposition au procès de Condé (17 janvier 1654)³⁸, l'octroi d'un office de Trésorier de France et général des Finances en la généralité de Bordeaux, en plus de Montauban (26 janvier 1654), ou l'attribution de lettres de noblesse (septembre 1654)³⁹.
- 26 L'opération que Filhot effectue par ce texte est caractéristique de l'écrit de prison : c'est celle qui consiste à se convertir en victime pour le service du roi. Mais il va plus loin en complétant son procès verbal par une épître dédicatoire qu'il achève en se qualifiant de « martyr ». L'adjonction de cette épître dédicatoire fait sortir l'écrit du témoignage pour l'histoire pour le faire entrer dans la publication d'un jugement de Dieu que l'auteur donne à lire au roi. Et le télescopage de ces deux formes d'écriture presque inconciliables incite à le qualifier d'« incertain »⁴⁰.
- 27 Il est enfin une référence très partielle et postérieure à cet écrit dont je souhaiterai faire état pour conclure. Elle émane de Dom Devienne, religieux bénédictin de la congrégation de Saint-Maur qui, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, a recueilli de nombreux matériaux sur l'histoire de Guyenne. Dans son *Histoire de Bordeaux*, éditée en 1771, il cite, sur cinq pages, quelques extraits du récit de Jacques Filhot⁴¹. Une douzaine de pages plus loin⁴², il revient sur Filhot avec la mention suivante :
- Depuis ce moment, il se passa peu d'années où Filhot ne reçut des marques de bonté de Louis XIV ; ce prince ayant séjourné à Bordeaux lors de son mariage avec l'infante, aperçut un jour Filhot dans la place de Saint-André, où il faisait la revue de sa maison. Ayant commandé à ses gardes de s'ouvrir pour le laisser s'approcher, il lui dit : Hé bien, sieur de Filhot, martyr de mon Etat, comment vous trouvez-vous de vos blessures ? Sire, lui répondit Filhot, toutes les fois que j'ai l'honneur de voir votre Majesté, elles me deviennent plus chères.
- 28 Par une annotation marginale, cette citation est présentée comme faisant partie du Journal de Filhot. Ce qui ne peut pas être le cas car le récit s'arrête le 19 septembre 1653 et le mariage avec l'infante d'Espagne est en 1660. Et bien que ne pouvant pas provenir de Filhot lui-même, mais certainement inspiré par la force du terme de « martyr » de l'épître dédicatoire, c'est par cette voie que vont provenir les rares traces de postérité de Jacques Filhot. En effet, dans le deuxième de ses volumes d'études sur les femmes illustres et la société du XVII^e siècle consacré à Madame de Longueville, Victor Cousin (qui selon Armand Communay a longuement recherché le manuscrit mentionné par Dom Devienne sans jamais le trouver) reprend et cautionne cette anecdote assez improbable⁴³.

NOTES

1. Je tiens ici à remercier Dinah Ribard, Christian Jouhaud, Jean-Pierre Cavaillé, et Christophe Blanquie pour leur soutien et leurs encouragements. L'instruction de ce dossier a fait l'objet d'une séance au séminaire de Ch. Jouhaud à l'EHESS. Le présent texte doit donc beaucoup à ses commentaires ainsi qu'aux réflexions de tous ceux qui ont eu la gentillesse de participer à la discussion.
2. L'Ormée : « Il s'agit d'un mouvement de frondeurs radicaux né en 1651 sous la forme d'une confrérie de bourgeoisie, pour lutter contre l'éventuel retour du gouverneur de la province, le duc d'Épernon. L'Ormée soutint le prince de Condé et fut en grande partie contrôlée par le parti du prince. Elle prit le contrôle de la municipalité en juin 1652 et disparut avec la défaite militaire de la ville frondeuse en juillet 1653 », Robert Descimon et Christian Jouhaud, *La France du premier XVII^e siècle, 1594-1661*, Paris, Belin Sup Histoire, 1996, p. 164. L'Ormée tire son nom du lieu bordé d'ormes où se tenaient leurs réunions, près de l'église Sainte Eulalie, à l'emplacement actuel de l'hôpital Saint-André.
3. Le Prince de Condé et le duc d'Épernon ont échangé leur charge de gouverneur.
4. Pour Armand Communay, dans *L'Ormée à Bordeaux d'après le Journal inédit de J. de Filhot*, Bordeaux, 1887, la formation du « parti des Bien intentionnés » remonterait au 28 juillet 1650 où le Parlement, présidé alors par Guillaume Daffis, président à mortier depuis 1638, prend un arrêt interdisant l'accès de la ville de Bordeaux à Mazarin. Quatorze conseillers, considérés comme « affectionnés au service du roi » avaient été exclus des délibérations précédant cet arrêt. Selon Communay, ces quatorze conseillers formeraient le noyau des ces « bien-intentionnés » qui joueront un rôle trois ans plus tard. Il n'est pas étrange que l'on retrouve la plupart de ces conseillers en 1653. Je ne pense pas que cela soit suffisant pour reconstituer *a posteriori* un acte fondateur d'un « parti des bien-intentionnés ».
5. Gabriel-Jules de Cosnac, *Souvenirs du règne de Louis XIV*, Paris, Vve J. Renouard, 1866-1882 vol. 6, p. 161-162.
6. L'historiographie du XIX^e siècle l'a d'ailleurs constitué en source pour l'histoire bordelaise. Voir Armand Communay, *L'Ormée à Bordeaux d'après le journal inédit de J. de Filhot*, Bordeaux, Féret & Fils, 1887. Cet ouvrage de 280 pages environ se divise en 5 parties : 1) *L'Ormée à Bordeaux* (p. 3-73) ; 2) *Jacques de Filhot et son manuscrit* (p. 75-87) ; 3) *Le Journal de Jacques Filhot* (p. 89-186) ; 4) des pièces justificatives (p. 187-263) ; et enfin une petite table analytique et un important index.
7. Le texte imprimé de Communay présentant quelques différences avec le manuscrit dont il est la copie, je choisis pour ma part dans la suite de cet article, de faire exclusivement référence au manuscrit conservé à la Bibliothèque Municipale de Bordeaux, dans le fonds Lamontaigne, XVIII, ms 1696.
8. Une charge souvent confiée à des domestiques de grands personnages. Dans le cas de Filhot, il est très vraisemblable qu'il soit domestique d'Épernon. Cela expliquerait la suite de ses emplois.
9. BNF, Carrés d'Hozier : 22 juin 1643. « Aujourd'hui, XXII du mois de juin mil six cens quarante-trois, le Roy estant à Paris, voulant reconnoistre les services que le sieur de Filhot, trésorier général de France en la généralité de Montauban, a rendu au feu Roy, que Dieu absolve, depuis vingt-cinq ans, en plusieurs et divers emplois qui luy ont été donnés, et l'honorer d'une qualité qui luy donne plus de moyens de continuer les dits services aux occasions qui se présenteront, Sa Majesté, de l'avis de la Reyne Régente, sa mère, a fait, ordonné et establi ledict sieur Filhot, conseiller en ses conseils d'Estat et privé, pour y avoir doresnavant entrée, séance et voyx

délibérative, suivant les réglemens de ces faits, et jouir des honneurs, autorités, privilèges, prérogatives et prééminences dont jouissent les autres conseillers audict conseil, comme aussy des gaiges qui luy seront ordonnés par les estats : veult et entend que pour cest effect il face, entre les mains du sieur Seguier, chevalier, chancelier de France, le serment en tel cas requis et accoustumé ; m'ayant, Sadicte Majesté, commandé, pour témoignage de sa volonté, de luy expédier le présent brevet qu'elle a signé de sa main, et fait contresigner par moy, son conseiller secrétaire d'Estat et de ses commandemens et finances. Louis Phelypeaux ».

10. « Articles que le Roy est très humblement supplié d'accorder au bons bourgeois et habitans de la ville de Bordeaux, qui travaillent pour restablir son autorité, arrestés à Cadillac, ce 30 may 1653 ». À ces articles, s'en ajoutaient d'autres dont, dans son récit même, sous forme d'annotation marginale et à la suite du texte des trois articles, il « estime, qu'il n'est besoing de parler », BM Bordeaux, Fonds Lamontaigne, XVIII, ms 1696, f° 2r°.

11. Je souligne ; de même dans la suite de la citation.

12. BM Bordeaux, Fonds Lamontaigne, XVIII, ms 1696, f° 2r°.

13. Dans de nombreux textes de cette époque, Pierre Villars apparaît comme la figure type, voire la caricature, du traître qui agit pour des raisons exclusivement personnelles et financières. Sur Villars, voir Christophe Blanquie, « Pierre de Villars : an Ormist after the Fronde », *French History*, 2006-20, p. 1-24.

14. Extrait de la déposition faite par Filhot en janvier 1654, lors de sa comparution, à Paris, à titre de témoin dans le procès criminel de Condé, BNF, Ms Fr 20784, Mélanges Mezeray, f° 603r°-605v°.

15. Il s'agit donc d'une procédure extraordinaire dont il faut remarquer qu'elle suit des formes normales. Si ce conseil de guerre est composé d'« Ormistes », la plupart des juges sont des proches de Condé. Les Ormistes constituent soit des forces d'appoint commandées par des hommes de Condé, soit ils appartiennent à la municipalité.

16. BM Bordeaux, Fonds Lamontaigne, XVIII, ms 1696, f° 3r°.

17. En décidant d'abord de garder le silence, puis de nier systématiquement, Filhot choisit non pas de mentir, mais de dissimuler la vérité pour mieux la préserver. Voir, par exemple, f° 3v°, lorsque de nouveau dans son cachot où on l'a ramené, il réfléchit à sa situation : « je disois en moy-mesme très souvent, je me confessois coupable sy c'est l'estre que de ne vouloir point d'ormistes, et de souhaitter de voir l'auctorité de Roy restablie dans Bordeaux où elle a esté usurpée par ceux là mesmes que la devoient le plus maintenir. »

18. Selon le Dictionnaire de Trévoux, un intendit est un « terme de Palais, qui se dit des écritures qu'on fournit en des procès où il n'est question que des faits qu'on articule et dont on offre de faire la preuve ». Cité par A. Communay, *L'Ormée à Bordeaux*, op. cit., p. 133n.

19. BM Bordeaux, Fonds Lamontaigne, XVIII, ms 1696, f° 7v°. On peut d'ailleurs se demander ce qui « l'oblige ».

20. *Ibid.*, f° 9r°.

21. Un rôle qu'il a dû tenir à plusieurs reprises dans sa carrière, si on lit, en creux, l'autorisation de port d'armes qui lui est faite en 1624 où « [...] Le sieur Filhot, secrétaire de nostre chambre, s'en allant en nostre province de Guyenne pour affaires concernans nostre service, nous luy avons permis et permettons de porter le pistolet pour la sureté de sa personne. A ceste cause, nous vous mandons que vous ayés à laisser passer, aller, venir et séjourner en nostre dicte province, le dict Filhot, portant pistolets, par chacun de vos pouvoirs [...]. » (BNF, Carré d'Hozier), ou encore le brevet de conseiller d'État qu'il obtient en 1643 (voir n. 7). Ceci doit bien sûr encore être vérifié mais on pourrait avoir là l'une des explications de l'aspect extraordinaire de son ascension sociale.

22. Je souligne.

23. BM Bordeaux, Fonds Lamontaigne XVIII, ms 1696, f° 8v°.

24. *Ibid.*, f° 13r°-14v°.

25. Voir le texte de l'épître dédicatoire, p. 115 de cet article.
26. Ce Fonds se compose des archives personnelles de François de Lamontaigne (1724-1812), conseiller au Parlement de Bordeaux, neveu de Montesquieu et secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, belles lettres et arts de Bordeaux. Il renferme de la correspondance, des rapports présentés au Parlement ainsi qu'une partie des archives de l'Académie de Bordeaux (parmi lesquelles les registres de délibération et de comptes de l'Académie, de la correspondance de cette même Académie, ainsi que 27 lettres envoyées ou reçues par Montesquieu). Ce fonds a été acheté en 1884 pour 5000 F sur proposition de R. Céleste.
27. BM Bordeaux, Fonds Lamontaigne XVIII, ms 1696, f°14r°.
28. *Ibid.*, f°12r°.
29. Le Dictionnaire de l'Académie française, Paris, J. B. Coignard, 1694.
30. Dictionnaire universel, contenant généralement tous les mots françois tant vieux que modernes et les termes de toutes les sciences et des arts.... , par feu messire Antoine Furetière, La Haye, chez A. et R. Leers, 1690, 3 volumes.
31. BM Bordeaux, Fonds Lamontaigne, XVIII, ms 1696, f°6v°.
32. *Ibid.*, f°3v°.
33. *Ibid.*, f°1r°.
34. Voir, par exemple, dans la préface que Louis Machon donne en 1668 de son *Apologie pour Machiavel* : « [...] pour adoucir tant de ruines, et un exil si cruel et si rigoureux, il [Dieu] a voulu m'approcher de vous [Arnaud de Pontac], et vous choisir, Monseigneur, pour soulager et protéger comme vous faites si chrétiennement un Martir d'Estat qui est assés riche et assés consolé de se dire [...] ». Jean-Pierre Cavaillé prépare actuellement une édition critique de ce texte de Machon.
35. *Ibid.*, f°3v°.
36. Sur les libelles pendant la Fronde, voir Christian Jouhaud, *Mazarinades : la Fronde des Mots*, Paris, Aubier Collection historique, 1985.
37. *Ibid.*, f°3v°.
38. BNF, Ms Fr 23854, f°120r°-122r°.
39. BNF, Mélanges Mezeray, Ms Fr 20784, f°603r°-605v°.
40. On trouvera la description d'un autre de ces textes « incertains » et les processus de publication qui conduisent à cette qualification dans Cécile Soudan, Joachim Hane, un fugitif en Bordelais. Les aventures d'un récit, Bordeaux, Éditions Ausonius, coll. « Scripta Varia », 2005.
41. Dom Devienne, *Histoire de la ville de Bordeaux*, 1^{ère} édition : Bordeaux, S. De la Court fils, 1771. Voir les pages 465 à 469 de la 2^{nde} édition, Bordeaux, Lacaze libraire-éditeur, 1862.
42. *Ibid.*, p. 480.
43. Victor Cousin, *Madame de Longueville : études sur les femmes illustres et la société du XVII^e siècle*, Paris, Didier, 1859, volume 2, *Madame de Longueville pendant la Fronde, 1651-1653*, p. 355.

AUTEUR

CÉCILE SOUDAN

EHESS/CRH/GRIHL